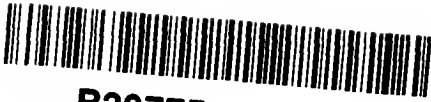


MENTION**M****B30775**

26/04/2006

L060036754.01

R

hw

Nom de la Société : *BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT*
Siège Social : *1, PLACE DE METZ - LUXEMBOURG*
N° du Registre de Commerce : B *30775*

Le Bilan au *31.12.2005*
enregistré à *LUXEMBOURG*, le *25.04.2006*
référence : *L50 BP / 04865*
a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de *LUXEMBOURG*
le

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Lieu et date *LUXEMBOURG, LE 26.04.2006*

Signature :

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

Réf.: B.06/514-JLU/CWA

Luxembourg, le 4 avril 2006

A la Direction de la
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat
L-2954 LUXEMBOURG

φ/Be - S. 2005 d. ✓
20
SCF
8/4

Messieurs,

Nous avons l'honneur de nous référer à vos envois récents par lesquels vous nous avez soumis les documents relatifs aux comptes annuels de l'exercice 2005 de votre établissement destinés à la publication.

Par la présente, nous pouvons vous informer que nous n'avons pas d'objection à ce que vous procédiez à la publication de vos comptes annuels au 31.12.2005 dans la forme proposée.

Nous attirons votre attention sur le fait que la publication doit intervenir suivant les dispositions de l'article 71 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes des banques.

Ainsi, les comptes régulièrement approuvés doivent être déposés au registre de commerce et des sociétés dans le mois de l'approbation. La publication des comptes sera faite par une mention au Mémorial du dépôt au registre de commerce et des sociétés de ces comptes.

Nous vous signalons encore que, conformément à l'article 52 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier, vous ne pouvez faire état à des fins commerciales de la soumission de votre établissement à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Veuillez recevoir, Messieurs, l'assurance de nos sentiments très distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER

JL Duarte
Jean-Louis DUARTE
Attaché de direction

JN Schaus
Jean-Nicolas SCHAUS
Directeur Général



B30775

26/04/2006

L060036754.02

R

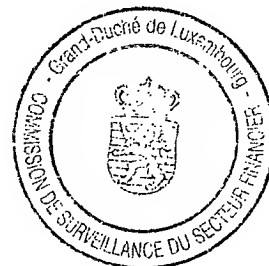


BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT LUXEMBOURG

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856)
et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)



Comptes annuels 2005

RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE



Dans un environnement caractérisé par un niveau de taux toujours très bas en Europe et un retour de confiance des investisseurs, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat affiche une somme du bilan qui s'est établie à 39.319 millions d'euros au 31 décembre 2005, soit une croissance de 5,4% par rapport au 31 décembre 2004. Au passif, les dépôts de la clientèle non-bancaire ont augmenté de 4,8%, tandis que l'actif a été tiré à la hausse par les prêts et avances à l'économie nationale (+14,5%).

En ce qui concerne l'évolution des activités recensées au hors-bilan, on note une forte progression des avoirs détenus pour compte de tiers suite à la conjoncture boursière favorable. De même, les opérations liées aux cours du marché ont pris de l'ampleur sous l'influence de contrats à court terme sur intérêts, dont le volume a augmenté suite aux anticipations de hausse, bien que modérée, de la Banque Centrale Européenne.

La performance s'est traduite par une croissance du résultat net de 33,8% à 99,8 millions d'euros. Ce bénéfice a été généré par le dynamisme de tous les métiers de la Banque: banque de détail, gestion d'avoirs et activités internationales de marché. Parallèlement à cette évolution, la Banque a su réaliser deux plus-values substantielles d'opérations de rachats de titres lancées en 2005 par deux sociétés figurant dans son portefeuille de participations.

Les coûts (frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels) ont pu être maîtrisés et leur progression a été limitée à 1,5% par rapport à l'année précédente.

L'année 2005 fut marquée par une charge de travail importante liée à l'entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2005 d'une retenue à la source pour les clients individuels non résidents européens et au 1^{er} janvier 2006 d'une retenue à la source libératoire pour les personnes physiques résidentes. Des efforts particuliers ont été nécessaires pour adapter les systèmes informatiques de la Banque compte tenu du délai très court pour la mise en conformité aux nouvelles réglementations.

En matière de « compliance », les nombreuses nouveautés au niveau réglementaire se sont traduites par la publication de la Charte de Compliance et la refonte du Code de Conduite du personnel de la BCEE. Les procédures « Know your Customer » et « Know your Transaction » ont été renforcées, précisées et coordonnées de sorte à fournir une base solide de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le plan d'investissement important dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été poursuivi tout au long de l'exercice 2005. La Banque a poursuivi ses travaux de refonte de la chaîne des crédits et du « back-office » des marchés financiers ainsi que de mise en place des normes IFRS et de transposition des accords de Bâle II qui seront applicables à partir du 1^{er} janvier 2007.

Dans un souci d'amélioration continue de sa politique en matière de gestion des ressources humaines, la Banque a préparé un bilan social destiné à suivre les paramètres-clé en matière d'évolution et de bien-être des effectifs et à décrire les mesures qui favorisent le climat social au travail. Des efforts considérables en matière de formation du personnel ont été prestés une nouvelle fois en 2005. La Banque a enregistré un total de 7.865 inscriptions à des cours de formation, séminaires et conférences de sorte que la quasi-totalité des agents ont participé au moins à une action de formation.

Forte progression du métier de banque classique

Consciente de sa mission traditionnelle dans la collecte de l'épargne du public et le financement de l'investissement, la Banque a continué de développer son activité dans ces domaines. Dans un contexte de forte progression du marché immobilier, tiré par des taux d'intérêt attractifs pour la clientèle, la Banque a enregistré un accroissement de 15,8% de son encours de prêts au logement. Le volume des nouvelles affaires réalisées en 2005 affiche même une progression de 21,7% par rapport à 2004.

Dans le domaine du logement social, l'encours des prêts profitant d'un financement au taux social de 2,85% s'est élevé à 702 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Afin de soutenir les clients qui ne disposent pas des moyens financiers nécessaires pour se faire établir une garantie locative par un établissement bancaire, la BCEE et l'Etat luxembourgeois ont développé le « compte d'épargne-garantie locative ». Les sommes versées sur ce compte sont bloquées d'office en faveur de l'Etat et servent à couvrir les garanties locatives émises par le service étatique des Aides au Logement aux clients.

Ensemble avec son partenaire stratégique La Luxembourgeoise S.A., la Banque a présenté le nouveau package « Logi Confort » qui combine un prêt au logement pour la partie financement, une assurance solde restant dû pour la partie assurance de personnes et un contrat « Global Habitation » pour la partie assurance de l'immeuble.

Profitant d'un climat d'investissement en reprise, la Banque a pu développer son activité de prêts et avances aux entreprises. La qualité des services dans ce secteur a encore été améliorée grâce à une approche commerciale multi-produits plus systématique et à des adaptations de l'organisation interne de la Banque destinées à suivre plus activement les affaires du client professionnel.

En ce qui concerne la collecte de l'épargne du public, l'encours des dépôts d'épargne de la clientèle non-bancaire a affiché une progression de 4,8% par rapport à l'exercice 2004, ceci sur fonds de taux d'intérêt bas et de l'entrée en vigueur de la retenue à la source européenne, respectivement de l'annonce d'entrée en vigueur d'une retenue à la source libératoire pour les personnes physiques résidentes.

La Banque a renouvelé son programme destiné à la clientèle des jeunes et a lancé « axcess UNIF » qui propose une offre financière sur mesure aux étudiants, comprenant une multitude d'avantages bancaires et permettant d'entretenir une relation personnelle avec les étudiants jusqu'à leur entrée dans la vie professionnelle et au-delà.

Quant à la présence auprès de la clientèle, la BCEE a poursuivi sa stratégie multi-canaux consistant, d'une part, à spécialiser et à moderniser son réseau des agences et, d'autre part, à encourager l'utilisation des services électroniques grâce à la mise à disposition d'outils conviviaux. Une nouvelle version de S-net qui a recours aux dernières avancées technologiques en matière de sécurité et de confidentialité a été lancée avec succès en fin d'année. La Banque compte désormais plus de 66.000 conventions, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.



Croissance satisfaisante du métier gestion d'avoirs dans un contexte boursier plus favorable



Les métiers fonds d'investissement et « Private Banking » ont bénéficié de la remontée des principaux marchés boursiers et de l'afflux de nouveaux capitaux de la part des investisseurs. En termes de produits, les taux d'intérêt étant restés à un niveau historiquement bas en 2005, des alternatives de placement ont été recherchées par la clientèle. Plusieurs nouveaux produits structurés qui ont été développés pour répondre à cette attente ont connu un franc succès commercial.

La Banque a étoffé sa palette de sicav avec le lancement de « LUX-PROTECT FUND », qui, grâce à une allocation activement gérée entre actions et instruments de taux, vise à procurer à notre clientèle une performance à long terme même en cas de phases prolongées de baisse des marchés boursiers.

Au cours de l'exercice 2005, la Banque a également ajouté un nouveau compartiment à la sicav « LUX-GARANTIE ». L'investisseur profite de la performance positive des marchés boursiers et, en cas d'évolution décevante de ces derniers, est assuré de récupérer la quasi-totalité du capital investi à l'échéance finale.

La BCEE a complété son offre en la matière par la création du plan d'épargne « S-Invest » qui permet au client d'investir de façon régulière dans des sicav maison et constitue une alternative de placement intéressante par rapport à un compte d'épargne classique.

La Banque a poursuivi le développement des centres « Private Banking » à plusieurs endroits du pays, complétant ainsi l'offre de services spécialisés à la clientèle privée. Ces structures disposent d'un personnel hautement qualifié, spécialisé en gestion de fortune, et commercialisent le package « ActivInvest », comprenant entre autres une prestation de conseil en placement personnalisé et pro-actif. En 2005, le package « ActivInvest » a connu une augmentation de volume de plus de 11%.

Amélioration significative de la rentabilité du métier des Activités internationales de marché

Les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont confirmé en 2005 les excellentes notations AA+/A-1+ et Aa1/P-1 de la BCEE qui ont permis à la Banque de maintenir une diversification de ses sources de refinancement sur les marchés des capitaux européen et américain.

A l'instar des années précédentes, la clientèle institutionnelle étrangère a fortement contribué au financement de la BCEE, ceci à travers la souscription aux programmes d'« euromedium term notes » (EMTN), de papier commercial européen (ECP) et de papier commercial US (USCP). De ces trois programmes, dont la taille agrégée se monte à +/- 16 milliards de dollars US, celui des EMTN a surtout recueilli la faveur des investisseurs institutionnels.

Le métier des crédits internationaux a été réorganisé via l'intégration de la partie « front office » de cette activité à la salle des marchés qui couvre désormais l'ensemble des activités de marché internationales de la Banque.

Par ailleurs, la Banque a continué à améliorer la notation moyenne des actifs du portefeuille. Les encours sont à nouveau en progression, après avoir diminué pendant un certain temps en raison de ventes d'actifs qui ne répondaient plus aux standards de qualité révisés.

L'activité du métier en général fut marquée par les efforts visant à améliorer le rendement des opérations de trésorerie sans augmenter substantiellement les risques de taux d'intérêt, de change et de crédit. Le volume global des opérations sur instruments dérivés liés aux cours de marché a progressé de plus de 17% à 71.805,7 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 61.166,4 millions d'euros un an plus tôt. Cette forte croissance est notamment due à l'évolution des swaps d'intérêts à court terme dont le volume a augmenté de près de 25% en 1 an.



Bâle II et la politique de gestion des risques

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a continué à investir de manière importante dans le domaine de la gestion des risques, plus particulièrement dans le cadre de l'introduction de la nouvelle réglementation de Bâle.

Alors que les années précédentes, les efforts étaient principalement consacrés à la mise en place des méthodologies de notations internes pour le risque de contrepartie, les travaux de l'année 2005 furent davantage ciblés sur la méthodologie de calcul du nouveau ratio de solvabilité, appelé ratio Mc Donough. Contrairement à la méthodologie actuelle, appliquant de manière simple et forfaitaire des pondérations aux encours, la nouvelle méthodologie s'appuie sur la qualité du débiteur, mesurée par le rating interne, ainsi que les caractéristiques propres des opérations de crédit comme par exemple la durée de l'opération, le taux de perte estimé en cas de défaut éventuel d'un débiteur ou encore les garanties réelles ou personnelles associées à une opération de crédit. Des simulations ont montré que la Banque pourra largement maintenir son ratio de solvabilité de 13,1% en 2005 en appliquant cette nouvelle méthodologie de calcul à partir de 2007.

L'année 2005 fut marquée par la centralisation de l'analyse et du suivi du risque de crédit au sein d'un seul service. Ceci a finalisé la mise en place de la séparation des fonctions de type commerciale et d'analyse et de suivi dans le domaine du crédit.

De façon générale, la politique de gestion des risques inhérents aux différents métiers est restée au centre des préoccupations de la Banque. Cette politique est axée autour des principes de gestion suivants :

- Assurer la pérennité de la Banque
- Procéder à une analyse combinée des rendements et des risques liés à une transaction;
- Faciliter la prise de décision lors de la conclusion de nouvelles opérations et permettre une rémunération adéquate en fonction des risques identifiés;
- Rééquilibrer les portefeuilles d'activités sur la base des résultats et des effets de diversification au sein de ces portefeuilles

Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risques: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de contrepartie

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, la structure des décisions est organisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du débiteur. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour environ 61% de l'encours, prêts au secteur public pour 10% de l'encours, prêts et avances aux entreprises pour 22% de l'encours et autres prêts et avances pour 7% de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de contrepartie est couvert par l'inscription hypothécaire et les déchets sont faibles. Le risque de contrepartie pour les prêts et avances au secteur public est

très limité compte tenu de la qualité des débiteurs. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixée des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la profitabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le contexte conjoncturel.

En ce qui concerne les crédits internationaux accordés à des entités non financières, la priorité est réservée aux engagements classés « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à rating inférieur à AA. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument du bilan et du hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujet à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (« Credit Support Annex ») des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.



Risque de marché

Les risques de marché proviennent des mouvements des taux d'intérêt, des cours de change, des prix ou de la volatilité des actions sur les marchés financiers. Pour en assurer la maîtrise, la Banque a mis en place un système de mesure et de « reporting » régulier à l'attention du Comité de direction.

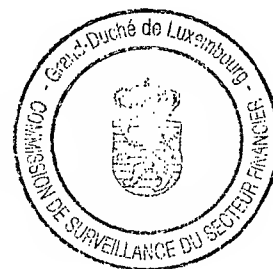
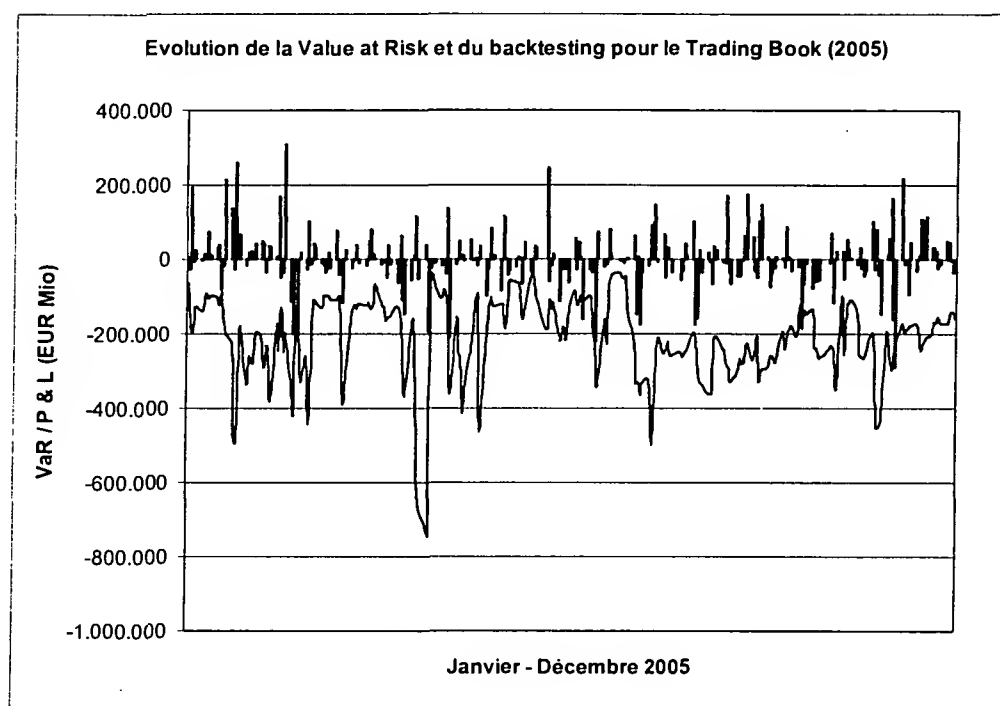
Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue entre le risque de transformation, résultant de la différence de maturité entre les ressources et les réinvestissements, et les autres composantes du risque de marché, tels les risque de taux de trésorerie court terme, le risque de change ou le risque de prix sur actions.

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management ») dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Celui-ci assure d'une part la gestion des fonds propres et des fonds placés sur comptes à vue ou comptes d'épargne, et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de cadres dirigeants.

Toutes les autres composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque.

Depuis l'année 2003, la Banque quantifie le risque de marché à travers la « Value at Risk » (VaR), qui est déterminée sur base de la méthodologie dite de simulation historique. Les activités de trading et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

Sur une base journalière, la VaR est évaluée pour l'ensemble des portefeuilles à risque de marché (trading, trésorerie, investissement) à l'exception du portefeuille des participations. L'évaluation est faite pour une période de un jour avec un seuil de confiance de 99%, les séries temporelles ont 365 jours. Le graphique suivant montre l'évolution de la VaR et du « back-testing » pour le portefeuille trading de la Banque pour l'année 2005. En moyenne, la VaR était de EUR 208.000. Le « back-testing » fait ressortir que notre estimation du risque maximal fut "dépassée" à 3 reprises au cours de l'année 2005, ce qui confirme la validité de notre modèle qui nous confère "le droit à l'erreur" 2 à 3 fois sur une année de 250 jours ouvrables.



Pour l'ensemble des portefeuilles de trésorerie et de trading, la VaR était de 1,9 millions d'euros en moyenne, ce qui correspond à une utilisation moyenne de la limite globale de 63,5 %.

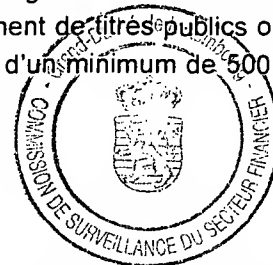
En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. La salle des marchés assure la gestion de la liquidité à court terme. Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement ECP, USCP et EMTN qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque conserve en permanence un portefeuille d'un minimum de 500 millions d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL.



Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est, entre autres, assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant, d'une part, la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II et, d'autre part, la définition de plans d'auto-évaluation ("self-assessment") des risques opérationnels pour toutes les activités de la Banque. La Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents relatifs à une défaillance humaine ou informatique et a établi des indicateurs de suivi de la fréquence, de l'importance, de la gravité ainsi que de la nature des incidents recensés. Ces indicateurs servent de détecteurs de faiblesses dans les systèmes de contrôle internes et sont à la base d'actions correctrices à implémenter pour endiguer la survenance d'un type d'incident déterminé.

Cette mesure est accompagnée d'un nombre de projets qui s'intègrent dans le cadre des structures de la gestion du risque opérationnel.

Ainsi, dans le domaine des activités internationales de marché, la Banque a poursuivi l'implémentation de son nouveau système de gestion des activités « back-office » qui est complètement interfacé avec le système « front-office » existant et qui permet d'assurer un traitement transparent des opérations pouvant faire intervenir différents instruments du bilan et du hors bilan. L'implémentation de ce nouveau système se fait en étapes par type de produit. Les phases 1, comprenant le marché du change et le marché monétaire, et 2, comprenant les instruments dérivés et les titres à revenu fixe, sont passées en production en 2003, respectivement 2004. En 2005, la phase 3 a été mise en production comprenant les titres à revenu variable et les eurocrédits. Le degré d'automatisation important et les nouvelles possibilités de contrôle offertes par le nouveau système permettent de réduire considérablement le risque opérationnel.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, un suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. Depuis 2004, le service « Compliance » assure de manière générale le respect par la Banque de toute réglementation en vigueur et, plus particulièrement, le renforcement des procédures et la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service Organisation, également créé en 2004, est en charge de la coordination des grands projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer le "change management" et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans « Disaster Recovery Plan » (DRP) et « Business Continuity Plan » (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque dans une situation de crise et qui sont régulièrement testés.

Finalement, la Banque a prorogé la souscription d'un certain nombre de polices d'assurance dans le but de se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent principalement les domaines suivants: fraude, responsabilité civile du personnel, cyber security, sinistres, trading non autorisé. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance BCEE Ré.



Progression dynamique de la rentabilité

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2005 sont en progression dynamique par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2004.

Le produit bancaire a enregistré une croissance 10% pour se situer à 376,3 millions d'euros fin 2005. La marge nette d'intérêt est en hausse grâce à la hausse de l'encours des crédits et des dépôts, et ce dans un contexte de taux d'intérêt bas, peu favorables à la rémunération des fonds propres et autres dépôts de la Banque. Le résultat sur commissions progresse de 9,2% suite à l'amélioration de la conjoncture boursière qui a dopé le nombre de transactions des clients et a permis d'améliorer les revenus liés aux marchés financiers.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont connu une progression importante, principalement en raison de dividendes plus élevés générés par certaines des participations stratégiques de la Banque.

Le résultat sur opérations financières a également augmenté par rapport à l'année dernière suite à la hausse des revenus de change et à l'amélioration du résultat dégagé sur ventes de titres des portefeuilles de négociation et de placement.

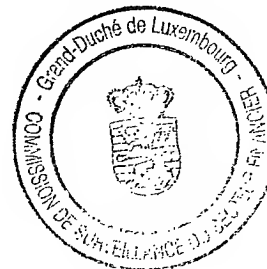
Les autres produits d'exploitation sont en très forte progression (+20,8 millions d'euros) en raison de la présence de plus-values importantes et non récurrentes réalisées sur deux positions du portefeuille de participations de la Banque en 2005.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux à 4,5%. Les frais de personnel, qui en constituent la principale composante, ont été maîtrisés par la stabilisation du nombre de postes de travail externes et par le remplacement sélectif des départs en retraite. D'importants projets de « reengineering » et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis de compenser l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

En ligne avec sa politique de prudence, la Banque a constitué des corrections de valeur couvrant les risques identifiés en cours d'année et a renfloué le stock des provisions générales.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2005, un bénéfice net de 99,8 millions d'euros contre 74,5 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 25,2 millions d'euros (+33,8%).

Grâce à ce résultat, la Banque a réussi à renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité et pour permettre à l'avenir une nouvelle expansion du volume des affaires (ratio intégré d'adéquation des fonds propres au 31 décembre 2005: 13,08% ; Tier 1: 9,54%).



Perspectives pour l'année 2006

D'un point de vue économique et financier, force est de constater que l'année 2006 commence bien. Le climat des affaires dans la zone euro confirme sa bonne tenue de la fin 2005, voire s'améliore encore, notamment en Allemagne, et les marchés des actions ont atteint des sommets oubliés depuis presque cinq ans.

Compte tenu de ces perspectives économiques encourageantes, la BCEE est confiante en sa capacité à développer ses activités de banque universelle en 2006.

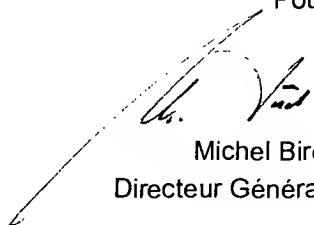
La Banque a élaboré en 2005 son plan stratégique « SPUERKEESS 2009 » avec l'ambition de relever les défis de la performance face à un environnement concurrentiel toujours plus exigeant.

L'amélioration constante de la qualité du service au client restera la préoccupation principale et prioritaire de la Banque également en 2006.

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2005.

Luxembourg, le 2 mars 2006

Pour le Comité de direction


Michel Birel
Directeur Général adjoint


Jean-Claude Finck
Directeur Général



RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES

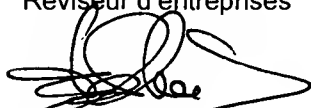
Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons contrôlé les comptes annuels ci-joints de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2005 et avons pris connaissance du rapport de gestion y relatif. Le Conseil d'administration approuve les comptes annuels ainsi que le rapport annuel du Comité de direction et propose au Gouvernement l'affectation du bénéfice. Le rapport de gestion relève de la compétence du Comité de direction. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels et de vérifier la concordance du rapport de gestion avec ceux-ci.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les normes internationales de révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les comptes annuels. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives faites par le Conseil d'administration et le Comité de direction pour l'arrêté des comptes annuels, ainsi qu'à effectuer une revue de leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision forment une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, au 31 décembre 2005 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date.

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels.

DELOITTE S.A.
Réviseur d'entreprises


Benoît SCHAUS
Partner



Maurice LAM
Partner



Le 6 mars 2006

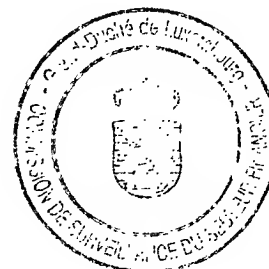
**BILAN AU 31 DECEMBRE 2005 EN EUROS**

ACTIF	Notes^(*)	2004	(en euros) 2005
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	5.1.	864.731.370	691.269.651
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale:	5.1., 5.11.	3.895.236.587	3.158.536.865
a. effets publics et valeurs assimilées		3.895.236.587	3.158.536.865
b. autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale		-	-
Créances sur les établissements de crédit:	5.1., 5.13.	13.636.286.308	12.700.546.985
a. à vue		440.736.609	539.153.474
b. autres créances		13.195.549.699	12.161.393.511
Créances sur la clientèle	5.1., 5.13	7.260.550.148	8.941.725.548
Opérations de crédit-bail	5.1.	47.507.443	49.929.296
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe:	5.1., 5.2., 5.9,	10.124.562.896	12.386.685.562
a. des émetteurs publics	5.11., 5.13.	412.994.244	482.817.078
b. d'autres émetteurs		9.711.568.652	11.903.868.484
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	5.3.	166.872.355	170.833.850
Participations	5.4., 5.8., 5.9.	74.556.378	73.673.074
Parts dans des entreprises liées	5.5., 5.8., 5.9.	6.777.540	6.790.562
Actifs corporels	5.6., 5.9.	228.609.759	221.916.412
Autres actifs	5.7.	240.025.872	210.464.256
Comptes de régularisation	5.10.	768.288.746	707.088.076
TOTAL ACTIF	8.1., 5.14.	37.314.005.402	39.319.460.137
HORS-BILAN			
Passifs éventuels	7.1.	833.141.365	1.463.628.092
dont: - cautionnements et actifs donnés en garantie		242.197.097	233.771.270

(*) les notes renvoient à l'annexe

PASSIF	Notes ⁽⁷⁾	2004	(en euros) 2005
Dettes envers les établissements de crédit:	6.1.	10.272.711.298	10.753.797.362
a. à vue		478.840.216	332.563.763
b. à terme ou à préavis		9.793.871.082	10.421.233.599
Dettes envers la clientèle:	6.1.	16.206.155.070	16.976.835.392
a. dépôts d'épargne		3.901.710.919	3.947.179.035
b. autres dettes à vue		2.535.403.831	3.327.644.399
à terme ou à préavis		9.769.040.320	9.702.011.958
Dettes représentées par un titre:	6.1	7.768.939.498	8.433.630.166
a. bons et obligations en circulation		538.464.328	467.020.003
b. autres		7.230.475.170	7.966.610.163
Autres passifs	6.2.	415.221.816	380.156.783
Comptes de régularisation	6.3.	597.951.058	631.503.043
Provisions pour risques et charges:		153.748.619	172.188.513
a. provisions pour impôts		7.621.306	8.922.460
b. autres provisions		146.127.313	163.266.053
Passifs subordonnés	6.1., 6.4.	606.469.084	568.804.369
Postes spéciaux avec une quote-part de réserves	6.5.	23.049.303	24.030.790
Fonds pour risques bancaires généraux		186.046.532	195.046.532
Capital	6.6.	173.525.467	173.525.467
Réserves	9.4.	835.645.303	910.187.657
Résultat de l'exercice	3.	74.542.354	99.754.063
TOTAL PASSIF	6.7.	37.314.005.402	39.319.460.137
HORS-BILAN			
Engagements	7.2.	2.677.119.491	2.641.157.078
Opérations fiduciaires	7.4.	3.131.576.470	4.448.685.306

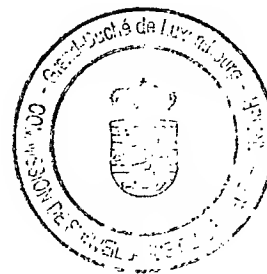
(*) les notes renvoient à l'annexe



COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DECEMBRE 2005

	<u>Notes</u> ^(*)	2004	(en euros) 2005
Intérêts et produits assimilés		2.086.907.734	2.360.931.217
- sur valeurs mobilières à revenu fixe		502.442.801	572.306.814
Intérêts et charges assimilées	6.4.	-1.839.581.910	-2.109.908.225
Revenus de valeurs mobilières		28.366.737	30.934.451
- revenus d'actions, de parts et d'autres valeurs mobilières à revenu variable		2.490.223	2.967.612
- revenus de participations		14.946.422	18.693.942
- revenus de parts dans des entreprises liées		10.930.092	9.272.897
Commissions perçues		90.823.469	90.939.997
Commissions versées		-29.281.490	-23.713.530
Résultat provenant d'opérations financières		10.588.911	12.162.453
Autres produits d'exploitation	9.2.	8.006.399	33.386.743
Frais généraux administratifs:		-202.235.503	-211.418.226
- frais de personnel	10.1., 10.2.	-143.415.516	-151.629.921
dont: salaires et traitements		-111.350.953	-116.983.172
charges sociales		-28.324.441	-30.857.810
dont: charges sociales couvrant les pensions		-22.782.367	-24.900.854
- autres frais administratifs		-58.819.987	-59.788.304
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels		-32.254.154	-26.577.862
Autres charges d'exploitation	9.3.	-13.825.342	-18.393.914
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements (montant net)		-8.183.142	-12.760.747
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (montant net)		334.493	3.045.201
A REPORTER:		99.666.202	128.627.558

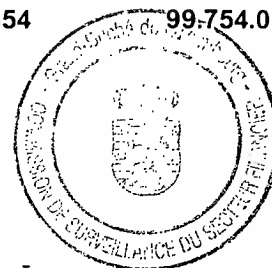
(*) les notes renvoient à l'annexe



	<u>Notes</u> ^(*)	2004	(en euros) 2005
REPORT:		99.666.202	128.627.558
Produits provenant de la dissolution de "postes spéciaux avec une quote-part de réserves" (montant net)		244.264	-981.487
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux		-3.000.000	-9.000.000
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	9.4.	-22.343.977	-19.088.613
Résultat provenant des activités ordinaires après impôts		74.566.489	99.557.458
Produits exceptionnels	9.5.	228.854	448.071
Résultat exceptionnel		228.854	448.071
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		-252.989	-251.466
RESULTAT DE L'EXERCICE		74.542.354	99.754.063
AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE (1)	3.		
BENEFICE DISPONIBLE			
Bénéfice reporté		-	-
Bénéfice de l'exercice		74.542.354	99.754.063
TOTAL		74.542.354	99.754.063
AFFECTATION DU BENEFICE			
Distribution de bénéfice		-	30.000.000
Transfert aux réserves		74.542.354	69.754.063
Solde à reporter à nouveau		-	-
TOTAL		74.542.354	99.754.063

(*) les notes renvoient à l'annexe

(1) Pour l'exercice 2004 : loi du 24 mars 1989, article 39; règlement grand-ducal du 14 juin 1983



**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2005****NOTE 1****GENERALITES**

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci-après "La Banque"), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est à Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

NOTE 2**PRINCIPALES METHODES COMPTABLES**

Les méthodes comptables de la Banque sont conformes à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg et notamment à la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Par application de l'article 83 de la loi précitée, la Banque n'a pas établi de comptes consolidés au 31 décembre 2005 compte tenu de la faible importance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation.

2.1. ACTIFS IMMOBILISES**2.1.1. ACTIFS INCORPORELS**

Les actifs incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur actifs incorporels sont calculées de manière linéaire au taux annuel de 20%.

2.1.2. ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont repris au bilan au prix d'acquisition ou au coût de revient, diminué des corrections de valeur cumulées.

Les corrections de valeur sur les constructions sont calculées de manière linéaire au taux de 2% l'an.

Les corrections de valeur sur les installations techniques, le matériel et le mobilier sont calculées de manière linéaire à des taux tenant compte de la durée de vie estimée des biens. Les taux d'amortissement pour les postes les plus importants sont les suivants:

logiciels	33,3%
matériel informatique	25,0%
matériel de transport	20,0%
installations de sécurité	12,5%
matériel de bureau	10,0%

Le matériel et le mobilier dont le prix d'acquisition ne dépasse pas 870 euros ou dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année sont directement repris dans les charges de l'exercice.

2.1.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

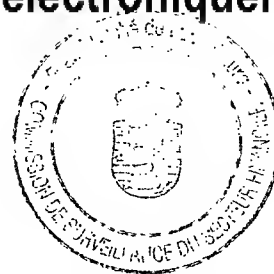
Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe ainsi que les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont enregistrées au coût d'acquisition.

En vertu des dispositions de l'article 56 de la loi du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels des établissements de crédit, la Banque a opté pour l'évaluation au prix d'acquisition des effets publics et des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières (dont les "Asset Swaps"). Lorsque les conditions requises par la législation pour l'évaluation au prix d'acquisition ne sont pas respectées, la méthode du "lower of cost or market " est d'application.

L'agio (différence positive entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement des titres) et le disagio (différence négative entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement) sont respectivement amortis et proratisés sur la durée de détention des titres. L'amortissement de l'agio et la proratisation du disagio se font à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

Les participations et les parts dans des entreprises liées ayant le caractère d'immobilisations sont évaluées au plus bas du prix d'acquisition ou du prix du marché. Les dépréciations constatées font l'objet de corrections de valeur, en fonction de leur caractère durable.





2.2. ACTIFS CIRCULANTS

2.2.1. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Les valeurs mobilières autres que celles destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque sont considérées comme des actifs circulants.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées au coût d'acquisition.

Les titres du portefeuille de négociation sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché selon la méthode du "mark-to-market". La différence positive ou négative entre cette valeur et la valeur comptable existante est comptabilisée en tant que résultat provenant d'opérations financières. La valeur d'évaluation est définie comme étant le cours boursier du jour de l'établissement des comptes annuels ou, à défaut, la valeur probable de réalisation ou le cours qui reflète le mieux la valeur intrinsèque des titres détenus.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), celles-ci sont enregistrées au bilan à leur valeur d'acquisition. Le disagio représentant la différence entre la valeur d'émission (d'acquisition) et la valeur de remboursement (de cession) constitue le seul revenu sur cette catégorie de titres. Le revenu en question est réparti sur la durée de détention à travers les postes d'intérêts du compte de profits et pertes et les comptes de régularisation du bilan.

2.2.2. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable sont reprises au bilan à leur prix d'acquisition, y compris tous les frais accessoires. Ces titres sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou du prix de marché, c'est-à-dire avec constitution de corrections de valeur, lorsque la valeur d'évaluation des titres est inférieure à leur prix d'acquisition. La Banque a retenu le principe de l'évaluation suivant le "Beibehaltungsprinzip", c'est-à-dire avec maintien des corrections de valeur antérieurement constituées, lorsque celles-ci s'avèrent supérieures à celles qui auraient dû être constituées par application de la méthode d'évaluation au "lower of cost or market" à la clôture de l'exercice suivant.

Les plus-values non réalisées sont négligées.

2.2.3. CREANCES

Les prêts et crédits sont renseignés à leur valeur nominale, les intérêts courus et non échus étant enregistrés au poste "Comptes de régularisation" qui figure à l'actif du bilan. Pour les créances jugées douteuses, la Banque constitue des corrections de valeur spécifiques qui sont déduites des postes d'actif concernés.

2.2.4. OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

Les créances résultant des opérations de crédit-bail sont renseignées à leur valeur nette, c'est-à-dire à la valeur d'acquisition diminuée des corrections de valeur cumulées des biens faisant l'objet des opérations de crédit-bail. La part des loyers perçus sur ces opérations, représentant la rémunération du capital, est comptabilisée au compte de profits et pertes.

2.2.5. CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES DOUTEUSES ET CREANCES IRRECUPERABLES

La Banque a pour politique de constituer des corrections de valeur spécifiques destinées à couvrir les risques de pertes et de non-recouvrement sur les créances en portefeuille.

Les corrections de valeur qui en résultent viennent en déduction des postes de l'actif concernés, tandis que les provisions portant sur les postes du hors-bilan sont renseignées au passif à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

2.3. PRIX D'ACQUISITION DES ELEMENTS D'ACTIF DE MEME CATEGORIE

Le mode d'évaluation appliqué par la Banque à tous les éléments de même catégorie est la méthode "premier entré - premier sorti" (FIFO).



2.4. FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX

En accord avec l'article 63 de la loi sur les comptes des banques, la Banque a constitué un fonds destiné à la couverture des risques bancaires généraux. Ce fonds est renseigné séparément au passif du bilan. Les dotations au "Fonds pour risques bancaires généraux" ne sont pas déductibles fiscalement.

2.5. CONVERSION DES DEVISES

La comptabilité de la Banque est tenue en euros.

Les avoirs et les engagements libellés en devises autres que celles faisant partie de la zone euro ont été convertis aux cours au comptant en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les différences de change qui résultent de cette conversion sont enregistrées en compte de profits et pertes pour autant qu'elles ne proviennent pas de postes couverts expressément par une opération de change à terme.

Les revenus et charges en devises sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur comptabilisation.

Les postes au comptant couverts par des opérations à terme, de même que les postes à terme couverts au comptant sont considérés comme neutres par rapport aux fluctuations des cours de change des devises. La différence d'évaluation qui peut en découler est neutralisée sans que le résultat de l'exercice en soit affecté.

Les postes en devises à terme non couverts au comptant et non échus à la date de clôture sont évalués sur base des cours de change valables pour le terme restant à courir à la date du bilan. Les moins-values résultant de ces évaluations sont provisionnées, tandis que les plus-values sont négligées.

2.6. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Les engagements éventuels de la Banque qui résultent des instruments financiers dérivés tels que swaps de taux d'intérêt, forward rate agreements, financial futures et options sont enregistrés pour leur valeur notionnelle à la date de transaction dans les comptes du hors-bilan.

A la date du bilan, une provision est constituée pour les moins-values individuelles non réalisées constatées lors de l'évaluation au cours du marché des opérations à terme non encore venues à échéance. Cette provision est enregistrée sous le poste "Provisions pour risques et charges: autres provisions". Les plus-values non réalisées sont négligées.

Dans le cas où l'instrument financier couvre un poste d'actif ou de passif spécifique pour lequel l'unité économique est établie, aucune provision n'est constituée.

2.7. PROVISION FORFAITAIRE

Dans le cadre des limites admises par la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque a procédé à la constitution d'une provision forfaitaire visant à couvrir les pertes éventuelles sur les actifs à risques. Cette provision a pour objectif la couverture des risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

La partie de la provision forfaitaire qui se rapporte au bilan vient en déduction des postes de l'actif, alors que la partie qui se rapporte aux postes de hors-bilan est enregistrée sous forme d'une provision pour risques et charges au passif du bilan à la rubrique "Provisions pour risques et charges: autres provisions".

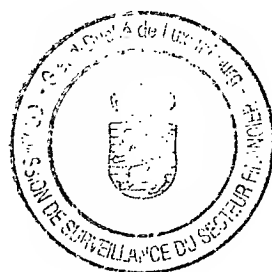
NOTE 3**AFFECTATION DU BENEFICE DISPONIBLE**

Le bénéfice net de l'exercice 2005 de 99,75 millions d'euros (74,54 millions d'euros en 2004) a été affecté à hauteur de 69,75 millions d'euros aux réserves après distribution d'un bénéfice de 30 millions d'euros à l'Etat luxembourgeois, propriétaire de la BCEE.

Lors de cette affectation, un compte de réserve spécial est alimenté pour un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune afin de bénéficier de l'exonération de cet impôt pour l'exercice 2005. Suivant les dispositions fiscales en vigueur, ce compte de réserve au bilan restera bloqué pour une période de 5 ans.

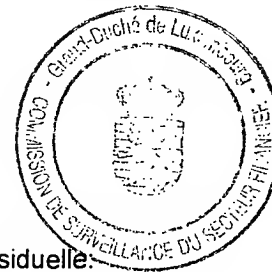
NOTE 4**ASSOCIATION POUR LA GARANTIE DES DEPOTS**

En date du 25 septembre 1989, la Banque a adhéré en tant qu'associé à l'"Association pour la garantie des dépôts, Luxembourg" (AGDL) ayant pour objectif exclusif de constituer un système de garantie mutuelle des dépôts et des services d'investissement des établissements de crédit membres de l'association en faveur des clients personnes physiques et des sociétés d'une dimension telle qu'elles sont autorisées à établir un bilan abrégé conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant les sociétés commerciales ainsi que celles de dimension comparable relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Aux 31 décembre 2004 et 2005, la Banque a constitué une provision pour les engagements éventuels futurs liés à son adhésion à l'AGDL.



NOTE 5**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DE L'ACTIF****5.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE L'ACTIF****a. Echancier des actifs financiers primaires**

Les actifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:



31.12.2005 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2005
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	691,27	-	-	-	691,27
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	70,14	818,77	575,00	1.689,61	3.153,52
Créances sur les établissements de crédit	11.081,02	1.286,56	322,97	10,00	12.700,55
Créances sur la clientèle	1.876,32	201,77	933,27	5.930,37	8.941,73
Crédit-bail	0,96	3,95	42,23	2,79	49,93
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	949,27	1.802,47	7.511,43	2.055,10	12.318,27
	<u>14.668,98</u>	<u>4.113,52</u>	<u>9.384,90</u>	<u>9.687,87</u>	<u>37.855,27</u>

31.12.2004 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2004
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	864,73	-	-	-	864,73
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale (hors portefeuille de négociation)	1.283,50	1.465,82	1.142,60	0,42	3.892,34
Créances sur les établissements de crédit	11.748,79	1.508,78	315,88	62,84	13.636,29
Créances sur la clientèle	931,13	295,11	979,79	5.054,52	7.260,55
Crédit-bail	1,01	3,23	41,67	1,60	47,51
Obligations et autres valeurs à revenu fixe (hors portefeuille de négociation)	1.056,18	1.374,21	6.479,71	1.157,95	10.068,05
	<u>15.885,34</u>	<u>4.647,15</u>	<u>8.959,65</u>	<u>6.277,33</u>	<u>35.769,47</u>

b. Créances sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les créances sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
en millions d'euros	2004	2005	2004	2005
Créances sur la clientèle	64,13	122,61	8,59	8,21

c. Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

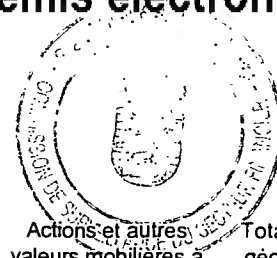
	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Organe d'administration	0,68	1,06
Organe de direction (5 directeurs)	0,29	0,24
Total	0,97	1,30

d. Crédit bail

Ces opérations se répartissent de la façon suivante entre les établissements de crédit et la clientèle:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Opérations avec des établissements de crédit	0,55	0,36
Opérations avec la clientèle	46,96	49,56
Total	47,51	49,92



**e. Répartition de certains postes d'actifs par zone géographique**

31.12.2005 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	12.423,72	8.865,32	49,93	9.244,87	162,30	30.746,14
Europe de l'Est	85,47	37,09	-	136,15	-	258,71
Amérique du Nord	45,09	8,60	-	1.068,13	3,89	1.125,71
Amérique latine	-	5,79	-	3,38	0,01	9,18
Asie	135,01	1,06	-	297,71	4,63	438,41
Supranationaux	-	-	-	245,82	-	245,82
Autres	11,26	23,87	-	1.390,63	-	1.425,76
Total	12.700,55	8.941,73	49,93	12.386,69	170,83	34.249,73

31.12.2004 en millions d'euros	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Crédit bail	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	Total par zone géographique
Europe de l'Ouest	13.295,40	7.110,39	47,51	7.584,94	145,74	28.183,98
Europe de l'Est	87,09	35,69	-	37,11	-	159,89
Amérique du Nord	86,53	64,85	-	751,82	19,25	922,45
Amérique latine	-	5,48	-	2,97	0,09	8,54
Asie	123,87	0,29	-	323,8	0,54	448,50
Supranationaux	-	-	-	254,76	-	254,76
Autres	43,40	43,85	-	1.169,16	1,25	1.257,66
Total	13.636,29	7.260,55	47,51	10.124,56	166,87	31.235,78

5.2. OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse ou susceptibles de l'être, et émis par des établissements de crédit, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

a. Les titres ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an représentent un montant net de 2.820,15 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 2.486,91 millions d'euros au 31 décembre 2004.

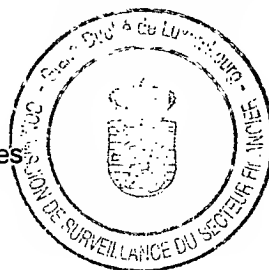
b. Les valeurs mobilières cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	7.054,26	9.170,46
Valeurs non admises à une cote officielle	3.070,30	3.216,23
Total	10.124,56	12.386,69

c. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont considérées comme des immobilisations financières lorsqu'elles sont destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque. Le caractère durable a été défini par le Comité de direction comme l'intention d'une détention à long terme ou jusqu'à l'échéance des titres. Les autres titres font partie des portefeuilles de négociation et de placement.

La répartition des "Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe" entre les titres présentant le caractère d'immobilisations financières et ceux considérés comme faisant partie des actifs circulants se présente comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Titres du portefeuille des immobilisations financières	6.580,82	6.801,23
Titres du portefeuille de placement	3.487,22	5.517,04
Titres du portefeuille de négociation	56,52	68,42
Total	10.124,56	12.386,69



d. Au 31 décembre 2005, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur supérieure de marché des titres du portefeuille de négociation évalués au 'mark-to-market' est de 2,04 millions d'euros, contre 0,31 millions au 31 décembre 2004.

5.3. ACTIONS ET AUTRES VALEURS MOBILIERES A REVENU VARIABLE

a. Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placement collectif et d'autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable, cotées et non cotées, sont ventilées comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	104,79	103,87
Valeurs non admises à une cote officielle	62,08	66,96
Total	166,87	170,83

b. La répartition des actions et autres valeurs mobilières à revenu variable entre portefeuille de placement et portefeuille de négociation se présente comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Titres du portefeuille de placement	135,45	149,16
Titres du portefeuille de négociation	31,42	21,67
Total	166,87	170,83

c. La valeur de marché des titres du portefeuille de négociation est de 21,73 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 31,48 millions d'euros au 31 décembre 2004.

d. L'application du "Beibehaltungsprinzip" a permis à la Banque de conserver des corrections de valeur constituées antérieurement pour un montant de 32,18 millions d'euros au 31 décembre 2005 (28,27 millions d'euros au 31 décembre 2004).

5.4. PARTICIPATIONS

a. Les participations cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs admises à une cote officielle	33,08	30,86
Valeurs non admises à une cote officielle	41,48	42,81
Total	74,56	73,67

b. Les participations dans des établissements de crédit représentent un montant de 1,01 millions d'euros aux 31 décembre 2005 et 2004.

5.5. PARTS DANS DES ENTREPRISES LIEES

a. Les parts dans des entreprises liées cotées et non cotées sont ventilées comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs non admises à une cote officielle	6,78	6,79
Total	6,78	6,79

b. Aux 31 décembre 2005 et 2004, la Banque ne détient pas de parts dans des entreprises liées qui sont des établissements de crédit.

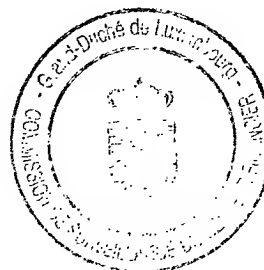
5.6. ACTIFS CORPORELS

Les terrains et constructions utilisés par la Banque dans le cadre de son activité propre sont intégrés dans le poste des actifs corporels pour un montant net (prix d'acquisition moins corrections de valeur cumulées) de 181,55 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 186,73 millions d'euros au 31 décembre 2004.

5.7. AUTRES ACTIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:

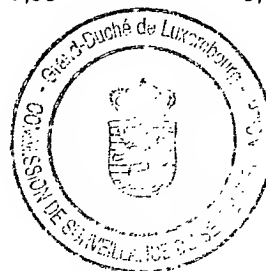
	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs à recevoir à court terme	75,53	37,21
Investissement du fonds de pension	157,61	166,87
Métaux précieux	0,06	0,14
Autres	6,82	6,24
Total	240,02	210,46



5.8. ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DETIENT AU MOINS VINGT POUR CENT DU CAPITAL

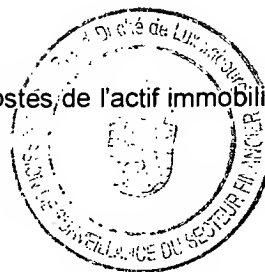
Dénomination et siège	Parts détenues en %	Comptes annuels arrêtés au	Unités monét.	Fonds propres (*) millions devise du bilan	Résultat de l'exercice (*)
Bourbon Immobilière S.A., Luxembourg	99,90	31.12.04	EUR	0,33	0,16
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A., Luxembourg	99,90	31.12.04	EUR	2,69	6,39
BCEE Rê S.A., Luxembourg	99,90	31.12.04	EUR	2,48	-
Luxbond Advisory S.A., Luxembourg	92,83	31.12.04	EUR	0,08	2,67
Lux-Garantie Advisory S.A., Luxembourg	88,00	30.09.05	EUR	0,09	0,01
Lux-Croissance Advisory S.A., Luxembourg	85,33	30.09.05	EUR	0,08	1,89
Luxcash Advisory S.A., Luxembourg	85,00	31.12.04	EUR	0,08	1,60
Lux-World Fund Advisory S.A., Luxembourg	84,23	30.09.05	EUR	0,08	0,64
Lux Index US Advisory	80,75	31.03.05	USD	0,09	0,29
Luxprotect Advisory, Luxembourg	80,00	31.03.05	EUR	0,09	0,02
Lux-Investment Advisors	80,00	31.12.04	EUR	0,13	0,02
Lux-Pension Advisory	77,00	31.03.05	EUR	0,11	0,07
La Luxembourgeoise-Vie S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.04	EUR	45,48	7,20
La Luxembourgeoise S.A. d'Assurances, Luxembourg	40,00	31.12.04	EUR	80,74	16,15
Europay Luxembourg S.C., Luxembourg	27,00	31.12.04	EUR	1,87	0,03
Visalux S.C., P. Nom, Luxembourg	26,77	31.12.04	EUR	1,75	0,48
Cetrel, Centre de Transferts Electroniques, S.C., Luxembourg	26,53	31.12.04	EUR	5,67	0,21
Parking du Théâtre S.A., Luxembourg	26,23	31.12.04	EUR	0,31	0,34
Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	22,72	31.12.04	EUR	31,40	4,72
European Fund Administration S.A., Luxembourg	21,50	31.12.04	EUR	7,09	3,56
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r.l., Luxembourg	20,00	31.12.04	EUR	7,90	0,49

(*) Données extraites des derniers comptes disponibles



5.9. MOUVEMENTS DES ACTIFS IMMOBILISES

Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2005 sur les postes de l'actif immobilisé se présentent comme suit:



Montants en
millions
d'euros

IMMOBILISATIONS						Corrections de valeur à la clôture de l'exercice		
POSTES	Valeur brute au début de l'exercice	Entrées	Sorties	Ecart de change	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Corrections cumulées	Reprises cumulées	Valeur nette à la clôture de l'exercice
Immobilisations financières								
Participations	78,62	2,33	-4,97	0,46	76,44			
Parts des entreprises liées	6,86	0,07	-0,07	0,01	6,87			
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	6.624,73	1.822,75	-1.774,73	176,24	6.848,99			
Total des Immobilisations financières	6.710,21	1.825,15	-1.779,77	176,71	6.932,30	-50,61		6.881,69
Actifs corporels								
Terrains et constructions	267,30	1,42	-0,50	-	268,22	-86,09	-	182,13
Installations techniques	117,28	17,60	-38,26	-	96,62	-96,20	38,26	38,68
Autres installations, outillage et mobilier	4,07	0,63	-1,15	-	3,55	-2,44	-	1,11
Total des Actifs corporels	388,65	19,65	-39,91	-	368,39	-184,73	38,26	221,92
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISES	7.098,86	1.844,80	-1.819,68	176,71	7.300,69	-197,08		7.103,61

5.10. COMPTES DE REGULARISATION - ACTIF

Au 31 décembre 2005, le disagio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation à l'actif du bilan se chiffre à 12,79 millions d'euros (22,49 millions d'euros au 31 décembre 2004) pour le portefeuille des immobilisations financières et 25,09 millions d'euros (52,03 millions d'euros au 31 décembre 2004) pour les obligations à coupon zéro du portefeuille de placement.

En ce qui concerne les valeurs mobilières émises sur une base escomptée ("Discounted Debentures"), la différence positive entre le montant à rembourser à l'échéance finale des titres émis et le montant actualisé au 31 décembre 2005 se chiffre à 22,10 millions d'euros, contre 8,45 millions d'euros au 31 décembre 2004.

5.11. OPERATIONS DE MISE EN PENSION

Au 31 décembre 2005, les actifs ayant fait l'objet de conventions de vente avec rachat ferme représentent un montant de 3.346,06 millions d'euros contre 4.161,20 millions d'euros au 31 décembre 2004.

5.12. ACTIFS DONNES EN GARANTIE

Au 31 décembre 2005, les actifs donnés en garantie pour compte propre représentent majoritairement notre dépôt auprès de la Banque centrale à hauteur de 4.027,03 millions d'euros, contre 3.209,49 au 31 décembre 2004.

5.13. ACTIFS SUBORDONNES

Les actifs présentant un caractère subordonné détenus par la Banque se répartissent de la façon suivante:

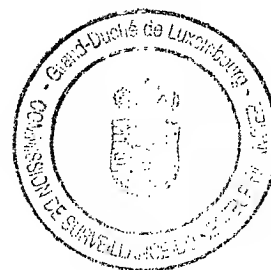
	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Créances sur des établissements de crédit	11,66	11,31
Créances sur la clientèle	52,89	41,66
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	97,83	155,55
Total	162,38	208,52

Au 31 décembre 2005, il n'existe pas de créances subordonnées sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation.

5.14. ACTIFS LIBELLES EN DEVISES

Les actifs libellés en devises hors zone euro représentent un montant de 12.093,83 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 13.361,66 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 6****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU PASSIF****6.1. ANALYSE D'UNE PARTIE DES POSTES DE PASSIF****a. Echancier des passifs financiers primaires**

Les passifs financiers primaires sont répartis comme suit en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2005 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.692,43	852,33	209,04	-	10.753,80
Dettes envers la clientèle	16.357,32	541,69	77,58	0,25	16.976,84
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>9.082,50</i>	<i>541,69</i>	<i>77,58</i>	<i>0,25</i>	<i>9.702,02</i>
Dettes représentées par un titre	3.184,17	826,74	1.853,52	2.569,20	8.433,63
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.717,15</i>	<i>826,74</i>	<i>1.853,52</i>	<i>2.569,20</i>	<i>7.966,61</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	263,69	255,53	568,80
	<u>29.233,92</u>	<u>2.270,34</u>	<u>2.403,83</u>	<u>2.824,98</u>	<u>36.733,07</u>
31.12.2004 en millions d'euros	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Dettes envers des établissements de crédit	9.819,54	350,85	91,58	10,74	10.272,71
Dettes envers la clientèle	15.563,80	517,71	105,90	18,74	16.206,15
<i>Dont: autres dettes à terme et à préavis</i>	<i>9.126,68</i>	<i>517,71</i>	<i>105,90</i>	<i>18,74</i>	<i>9.769,04</i>
Dettes représentées par un titre	3.478,48	478,66	1.408,05	2.403,75	7.768,94
<i>Dont: titres classés dans la rubrique 'autres'</i>	<i>2.940,01</i>	<i>478,66</i>	<i>1.408,05</i>	<i>2.403,75</i>	<i>7.230,48</i>
Passifs subordonnés	-	49,58	302,01	254,88	606,47
	<u>28.861,82</u>	<u>1.396,80</u>	<u>1.907,54</u>	<u>2.688,11</u>	<u>34.854,27</u>

b. Dettes sur les entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation

Les dettes sur des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation sont réparties de la façon suivante:

	Participations		Parts dans les entreprises liées	
	31.12.2004	31.12.2005	31.12.2004	31.12.2005
	en millions d'euros		en millions d'euros	
Dettes sur les établissements de crédit	59,54	71,34	-	-
Dettes sur la clientèle	208,59	109,41	41,98	50,63

c. Dettes envers la clientèle: dépôts d'épargne

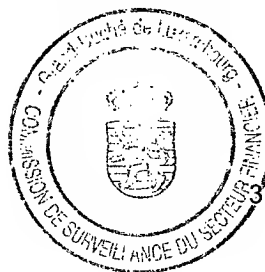
Les dépôts d'épargne, représentant 3.947,18 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 3.901,71 millions d'euros au 31 décembre 2004, sont classés intégralement "à vue".

d. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre, classées dans la rubrique "Bons et obligations en circulation", ayant une durée de vie résiduelle inférieure à un an se chiffrent à 467,02 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 538,46 millions d'euros au 31 décembre 2004.

6.2. AUTRES PASSIFS

Ce poste se décompose de la façon suivante:



	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Valeurs à payer à court terme	235,54	187,47
Créanciers privilégiés ou garantis	10,59	11,22
Créanciers divers	0,13	0,46
Fonds de pension en faveur du personnel	157,61	166,87
Autres	11,35	14,14
Total	415,22	380,16

6.3. COMPTES DE REGULARISATION - PASSIF

Au 31 décembre 2005 l'agio cumulé comptabilisé aux comptes de régularisation au passif du bilan se chiffre à 62,78 millions d'euros (52,90 millions d'euros au 31 décembre 2004) pour le portefeuille des immobilisations financières et à 2,56 millions d'euros (14,60 millions d'euros au 31 décembre 2004) pour le portefeuille de placement.

6.4. PASSIFS SUBORDONNES

Le détail des emprunts obligataires subordonnés en cours au 31 décembre 2005 se présente comme suit:

	Devise	Montant nominal en millions d'euros	Taux	Date d'échéance
Emprunt 1996-2006	EUR	49,58	Step-up	31.07.2006
Emprunt 1997-2007	EUR	49,58	6,010%	28.11.2007
Emprunt 1998-2008	USD	84,53	Fl. Rate	18.03.2008
Emprunt 1998-2008	EUR	49,58	Step-up	10.09.2008
Emprunt 1999-2009	EUR	80,00	Fl. Rate	06.05.2009
Emprunt 1999-2014	EUR	20,00	Fl. Rate	06.05.2014
Emprunt 2000-2012	GBP	14,57	6,720%	17.07.2012
Emprunt 2000-2015	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2015
Emprunt 2000-2020	EUR	25,00	Fl. Rate	17.08.2020
Emprunt 2001-2016	EUR	25,00	Fl. Rate	21.03.2016
Emprunt 2001-2021	EUR	20,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2001-2021	EUR	30,00	Fl. Rate	25.02.2021
Emprunt 2002-2012	EUR	4,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2012	EUR	5,50	Fl. Rate	16.07.2012
Emprunt 2002-2022	EUR	50,00	Fl. Rate	19.11.2022
Emprunt 2003-2013	JPY	35,96	Fl. Rate	19.03.2013
Total		568,80		

Conformément aux dispositions régissant ces emprunts et sous réserve de l'accord préalable de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), un remboursement anticipé est envisageable au cas où une modification des lois fiscales luxembourgeoises ou des traités auxquels le Grand-Duché est partie, ou une modification dans l'application de ces lois ou traités affecterait les paiements du principal et/ou des intérêts des obligations.

Le caractère subordonné de ces emprunts sous-entend que les obligations sont subordonnées à toutes autres dettes actuelles et futures de la Banque envers les tiers. Les obligations sont inférieures en rang à toutes dettes exigibles et même non exigibles de la Banque.

Au 31 décembre 2005, la partie assimilée aux fonds propres, conformément aux conditions et limites prévues par la réglementation bancaire en vigueur et les usances de la place, s'élève à 463,56 millions d'euros, contre 507,31 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Les charges payées au cours de l'exercice au titre des passifs subordonnés se chiffrent à 26,67 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 28,86 millions d'euros au 31 décembre 2004 et sont comprises dans le poste "Intérêts et charges assimilées" du compte de profits et pertes.

6.5. POSTES SPECIAUX AVEC UNE QUOTE-PART DE RESERVES

Au 31 décembre 2005, le montant des plus-values de réinvestissement s'élève à 24,03 millions d'euros, contre 23,05 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Ces plus-values résultent de l'application de l'article 54 de la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Elles sont réinvesties majoritairement dans des immeubles et amorties linéairement au taux de 2% par année.

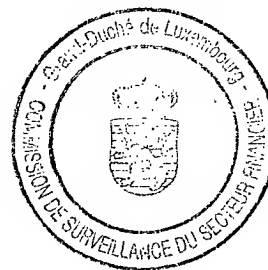
6.6. CAPITAL

Le montant du capital de la Banque est fixé à 173,53 millions d'euros. Le capital appartient entièrement à l'Etat luxembourgeois.

6.7. PASSIFS LIBELLES EN DEVISES

Les passifs libellés en devises ne faisant pas partie de la zone euro représentent un montant total de 11.090,93 millions d'euros au 31 décembre 2005, contre 9.109,48 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Ce chiffre inclut la partie comptant d'opérations liées pour lesquelles la couverture se trouve dans les opérations de change à terme.



**NOTE 7****RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN****7.1 PASSIFS EVENTUELS**

Les passifs éventuels se composent des postes suivants:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Garanties et autres substituts directs de crédit (y compris les obligations de rachat d'actifs)	112,67	93,18
Crédits documentaires	129,53	140,59
Contre-garanties	254,76	291,83
Autres*	336,18	938,02
Total	833,14	1.463,62

* Le poste 'Autres' inclut l'activité CDS (Credit Default Swap) qui est en augmentation constante depuis fin 2003.

Aux 31 décembre 2005 et 2004, il n'existe pas de passifs éventuels à l'égard d'entreprises liées.

7.2. ENGAGEMENTS

a. Les engagements de la Banque se composent des postes suivants:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Achats à terme d'actifs	5,09	-
Ventes à terme d'actifs	2,69	-
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	0,01	2,08
Crédits confirmés, non utilisés	2.452,19	2.450,73
Règlement d'opérations au comptant	195,67	171,29
Autres	21,47	17,06
Total	2.677,12	2.641,16

Au 31 décembre 2005 les engagements de la Banque à l'égard d'entreprises liées s'élèvent à 0,97 millions d'euros, contre 1,20 millions d'euros au 31 décembre 2004.

b. Parmi les engagements qui ne sont repris ni au bilan, ni au hors-bilan, les engagements de la Banque de payer des loyers fixes pour des immeubles loués s'élèvent mensuellement à 0,15 millions d'euros au 31 décembre 2005 de même qu'au 31 décembre 2004.

7.3. INSTRUMENTS DERIVES A LA DATE DE CLOTURE DU BILAN**a. Analyse par échéance**

Les opérations à terme liées aux taux de change, aux taux d'intérêts et à d'autres cours de marché, non encore dénouées à la date de clôture du bilan, se présentent de la façon suivante en fonction de leur durée résiduelle:

31.12.2005 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2005
<u>Opérations liées aux taux de change</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Change à terme	4.522,64	-	-	-	4.522,64
Cross-currency interest rate swaps *	18,69	55,81	445,98	652,17	1.172,65
Options **	59,78	-	-	-	59,78
Autres	70,59	-	-	-	70,59
Total des opérations liées aux taux de change	4.671,70	55,81	445,98	652,17	5.825,66
<u>Opérations liées aux taux d'intérêts</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Interest rate swaps	14.566,04	27.709,87	15.085,34	4.294,10	61.655,35
Interest rate futures	1,00	-	-	-	1,00
Options **	3.363,72	-	-	-	3.363,72
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	17.930,76	27.709,87	15.085,34	4.294,10	65.020,07
<u>Opérations liées à d'autres cours du marché</u>					
<i>Contrats 'over the counter' (OTC):</i>					
Options **	959,97	-	-	-	959,97
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	959,97	-	-	-	959,97



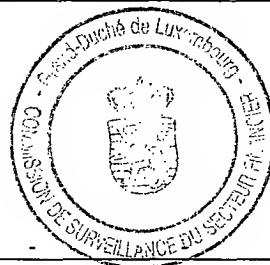
31.12.2004 en millions d'euros (en valeur notionnelle)	Endéans 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Au-delà de 5 ans	Total 2004
Opérations liées aux taux de change					
Contrats 'over the counter' (OTC):					
Forex swaps *	7.170,13	-	-	-	7.170,13
Cross-currency interest rate swaps *	64,02	82,27	343,24	306,04	795,57
Options **	59,78	-	-	-	59,78
Autres	33,48	-	-	-	33,48
Total des opérations liées aux taux de change	7.327,41	82,27	343,24	306,04	8.058,96

Opérations liées aux taux d'intérêts**Contrats 'over the counter' (OTC):**

Interest rate swaps	22.313,04	11.471,33	13.190,03	2.416,15	49.390,55
Interest rate futures	1,00	-	-	-	1,00
Options **	2.734,39	-	-	-	2.734,39
Total des opérations liées aux taux d'intérêts	25.048,43	11.471,33	13.190,03	2.416,15	52.125,94

Opérations liées à d'autres cours du marché**Marché réglementé****Contrats 'over the counter' (OTC):**

Options **	981,53	-	-	-	981,53
Total des opérations liées à d'autres cours de marché	981,53	-	-	-	981,53



* Le montant de la devise à livrer est renseigné (le montant de la devise à recevoir est renseigné au point 8.2.1)

** Seules les ventes d'options sont reprises (les achats sont repris au point 8.2.1)

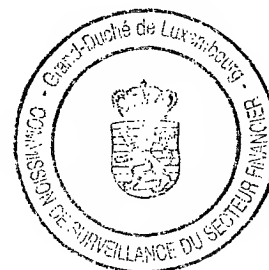
Dans ce cadre les opérations les plus courantes dans lesquelles interviennent les instruments dérivés sont :

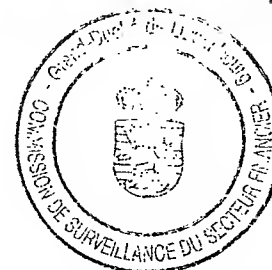
- le refinancement des actifs et passifs en devises par des swaps de change;
- la gestion du risque sur taux d'intérêt par l'utilisation d'IRS (Interest Rate Swaps) dans le cadre des émissions du programme EMTN, des actifs du portefeuille-titres et du portefeuille des crédits internationaux, ainsi qu'au niveau des activités de trésorerie;
- l'utilisation d'IRS, notamment d'OIS (Overnight Interest Rate Swaps) dans le cadre de l'activité de négociation sur les produits de taux d'intérêts dans les limites de marché et de crédit définis;
- la couverture d'options de rachat anticipatif émises par la Banque, dans le cadre de son programme EMTN, par l'achat d'options sur IRS (swaptions) permettant à la Banque de clôturer anticipativement l'IRS de couverture d'une émission EMTN en cas de remboursement de celle-ci avant échéance.

Aux 31 décembre 2005 et 2004, les seuls instruments dérivés négociés sur le marché organisé sont les futures pour une valeur notionnelle de 1,00 million d'euros.

7.4. SERVICES DE GESTION ET DE REPRESENTATION A DES TIERS

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.



**NOTE 8****RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RISQUE DE CREDIT****8.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT DES ELEMENTS BILANTAIRES**

Actifs à risque 31.12.2005 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	4.181,91	4,51	4.177,40	0,47	4.176,93
Etablissements de crédit	20.682,93	64,01	20.618,92	2.768,16	17.850,76
Etablissements financiers	1.471,47	49,92	1.421,55	1.250,31	171,24
Clientèle	11.464,86	194,01	11.270,85	5.423,83	5.847,02
Total	37.801,17	312,45	37.488,72	9.442,77	28.045,95

Actifs à risque 31.12.2004 en millions d'euros	Montant à risque brut *	Corrections de valeur	Montant à risque net de corrections de valeur	Garanties réelles	Montant à risque net de corrections de valeur et de garanties réelles
Eléments d'actif par nature de débiteur					
Secteur public	4.780,21	6,84	4.773,37	0,49	4.772,88
Etablissements de crédit	20.427,19	79,79	20.347,40	5.480,67	14.866,73
Etablissements financiers	597,29	55,75	541,54	205,97	335,57
Clientèle	9.744,65	194,61	9.550,04	5.017,90	4.532,14
Total	35.549,34	336,99	35.212,35	10.705,03	24.507,32

* Le montant à risque des instruments financiers de l'actif du bilan correspond au coût d'acquisition de ceux-ci.

Les éléments d'actif à risque intègrent des 'Credit Linked Notes' à hauteur de 14,31 millions d'euros au 31.12.2005, contre 8,21 millions d'euros au 31.12.2004.

L'analyse et l'évaluation des risques sur clients débiteurs ainsi que des risques-pays se font sur base des perspectives économiques générales, des problèmes spécifiques dans certains pays et secteurs et de la situation financière propre de chaque débiteur. Tous les risques identifiés à la clôture ont été couverts adéquatement par le biais de corrections de valeur.

Les garanties réelles se décomposent de la façon suivante :

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Hypothèques (prêts au logement)	4.768,27	5.203,26
Opérations de mise en pension	5.648,70	3.779,66
Autres *	288,06	459,85
Total	10.705,03	9.442,77

* Les autres garanties sont constituées par des dépôts de titres ou des dépôts en espèces.

S'ajoutent à ces garanties réelles des garanties personnelles couvrant les risques sur éléments d'actif à concurrence de 5.173,41 millions d'euros au 31.12.2005 contre 6.643,43 millions d'euros au 31.12.2004.

8.2. ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES

Instruments dérivés répartis en fonction des contreparties	Montant à risque net 31.12.2004 en millions d'euros	Montant à risque net 31.12.2005 en millions d'euros
Etablissements de crédit et financiers	50,73	13,03
Clientèle	14,53	25,46
Total	65,26	38,49

Le montant à risque net des instruments dérivés (hors-bilan) équivaut au total des coûts de remplacement actuels nets positifs calculés par contrepartie en tenant compte des contrats de compensation tels que définis ci-dessous. Ce montant ne reprend pas le coût de remplacement potentiel futur au sens de la circulaire CSSF 2000/10.

La technique de réduction du risque la plus répandue est celle représentée par les contrats incluant des clauses de compensation tels que les contrats ISDA ainsi que les contrats ISDA avec annexe CSA qui sont présentés au point 8.2.1.

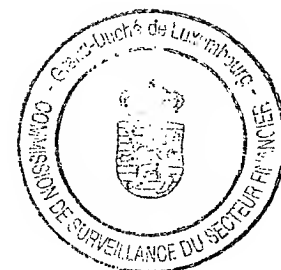
8.2.1. ANALYSE DU RISQUE DE CREDIT POUR LES INSTRUMENTS DERIVES TRAITES HORS MARCHÉ ORGANISÉ EN FONCTION DES TYPES DE CONTRATS DE COMPENSATION

L'analyse du risque de crédit relatif aux instruments dérivés traités hors marché organisé en fonction du rating interne de la contrepartie est reprise ci-dessous.

La grande majorité des contreparties étant constituée par des établissements bancaires et financiers, l'attribution du rating interne à une contrepartie se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant le mieux la rentabilité, les fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la Banque tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché et la qualité du management.

a. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2005 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	2.826,59	0,73	43,17
A ⁺ - A ⁻	451,37	0,11	8,69
Total	3.277,96	0,84	51,86



Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2004 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
AAA - AA ⁻	3.297,06	15,56	73,63
A ⁺ - A ⁻	799,73	7,77	4,86
Total	4.096,79	23,33	78,49

Les contrats-type 'ISDA' (International Swaps and Derivates Association) sont des contrats qui contiennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties, mais qui ne prévoient pas de dépôt de garantie.

b. Contreparties avec lesquelles la Banque a signé un contrat ISDA avec annexe CSA

Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2005 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	63.071,29	11,41	0,32	11,09	329,56
A ⁺ - A ⁻	4.620,25	1,10	0,00	1,10	109,38
BBB ⁺ - BB ⁺	11,99	0,00	0,00	0,00	0,68
Total	67.703,53	12,51	0,32	12,19	439,62

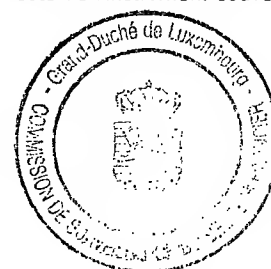
Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels 31.12.2004 en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Collatéral reçu (dépôt de garantie)	Montant à risque résiduel	Coûts de remplacement nets négatifs *
AAA - AA ⁻	49.859,40	20,88	0,00	20,88	307,98
A ⁺ - A ⁻	6.076,75	18,50	11,98	6,52	37,38
Total	55.936,15	39,38	11,98	27,40	345,36

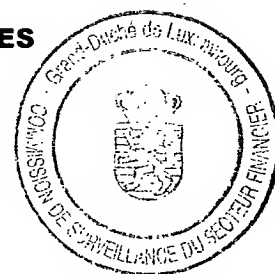
La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA (Credit Support Annex) des contrats ISDA (International Swaps and Derivatives Association Inc.) avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des instruments dérivés. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation quotidienne des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats dépasse un certain seuil.

c. Contreparties avec lesquelles la Banque n'a pas signé de contrat de compensation

	Rating interne de la contrepartie	Montant notionnels en millions d'euros	Coûts de remplacement nets positifs	Coûts de remplacement nets négatifs*
31.12.2005	Unrated	752,61	25,46	0,00
31.12.2004	Unrated	1.098,99	14,53	0,00

* Les coûts de remplacement nets négatifs ne constituent pas un risque de crédit, mais traduisent une charge que la Banque devrait régler en cas de clôture prématurée des contrats dérivés. Etant donné que l'usage des instruments dérivés est destiné à la couverture d'opérations de bilan (voir à ce sujet le commentaire du tableau 7.3), les coûts de remplacement négatifs se traduisent du côté de l'instrument couvert (poste bilantaire) par des plus-values d'évaluation.



NOTE 9**RENSEIGNEMENTS SUR LES POSTES DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES****9.1. VENTILATION DES PRODUITS PAR MARCHE GEOGRAPHIQUE**

L'activité de la Banque se concentre avant tout sur les pays faisant partie de l'OCDE.

9.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres produits d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Loyers provenant de la location des immeubles appartenant à la Banque	2,24	2,35
Recettes générées par l'ancien portefeuille de la		
Caisse d'Assurances de la Banque	0,51	0,57
Décompte de TVA	3,26	-
Bénéfice sur vente de participations	-	27,75
Autres	2,00	2,72
Total	8,01	33,39

9.3. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

La rubrique "Autres charges d'exploitation" se décompose comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Dotation de l'exercice à la provision AGDL	13,17	17,48
Autres	0,66	0,91
Total	13,83	18,39

9.4. IMPOTS SUR LE RESULTAT PROVENANT DES ACTIVITES ORDINAIRES

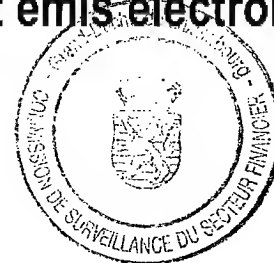
A partir de l'exercice 1998 et jusqu'à l'exercice 2001, la Banque a imputé l'impôt sur la fortune, dû pour ces mêmes années d'imposition, sur l'impôt sur le revenu des collectivités. A compter de l'exercice 2002, la charge d'impôt sur la fortune a été directement réduite en conséquence.

Afin de bénéficier de cet allègement de charge fiscale, la Banque s'engage à inscrire, avant la clôture de l'exercice qui suit l'imputation, à un poste de réserve un montant correspondant au quintuple de l'impôt sur la fortune imputé, et à maintenir cette réserve au bilan pendant les cinq années d'imposition qui suivent l'année de l'imputation.

Si cette réserve n'est pas maintenue jusqu'à la fin de cette période quinquennale (pour une raison autre que l'incorporation au capital), la charge fiscale sera augmentée pour l'année d'imposition en question à raison d'un cinquième du montant de la réserve utilisée.

9.5. PRODUITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2005, la Banque a réalisé des produits exceptionnels à hauteur de 0,45 millions d'euros (dont 0,04 millions d'euros lors de la vente d'immeubles et 0,04 millions d'euros lors de la vente d'objets d'art), contre 0,23 millions d'euros au 31 décembre 2004.

**NOTE 10****AUTRES RENSEIGNEMENTS****10.1. PERSONNEL**

Le nombre des membres du personnel employé en moyenne au cours de l'exercice 2005 s'établit comme suit:

	31.12.2004	31.12.2005
Direction	5	5
Employés	1.745	1.755
<i>dont: Cadres supérieurs</i>	181	194
Total	1.750	1.760

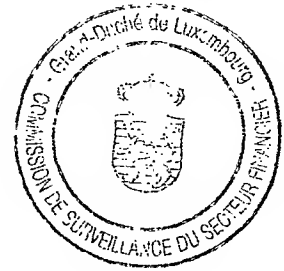
10.2. ORGANES

a. Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque au cours de l'exercice 2005 se ventilent de la façon suivante:

		31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Organe d'administration	(9 administrateurs)	0,12	0,12
Organe de direction	(5 directeurs)	0,74	0,76
Total		0,86	0,88

b. Le montant des engagements repris dans les charges de l'exercice 2005 en matière de pensions de retraite à l'égard des membres actuels des différents organes de la Banque se présente comme suit:

		31.12.2004	31.12.2005 en millions d'euros
Organe de direction	(5 directeurs)	0,33	0,37
Total		0,33	0,37



ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique "le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi".

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances, Howald
VICE-PRESIDENT	M. Gaston REINESCH	Administrateur général, Ministère des Finances, Schiffflange
ADMINISTRATEURS	M. Georges DENNEWALD	Représentant du personnel, Kehlen
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers, Mersch
	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle financier, Ministère des Finances, Dudelange
	M. Jean HAMES	Représentant du personnel, Luxembourg
	M. Patrick NICKELS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Dudelange
	M. Georges SCHMIT	1 ^{er} Conseiller de gouvernement, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur, Heffingen
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller à la Chambre de Travail, Howald

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Jean GUILL

Directeur du Trésor, Luxembourg

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK

Directeur Général, Foetz

MEMBRES

M. Michel BIREL

Directeur Général adjoint, Moutfort

M. Gilbert ERNST

Directeur, Luxembourg

M. Jean-Paul KRAUS

Directeur, Bertrange

M. Guy ROSSELJONG

Directeur, Moutfort

REVISEUR EXTERNE

DELOITTE SA

Réviseur d'entreprises

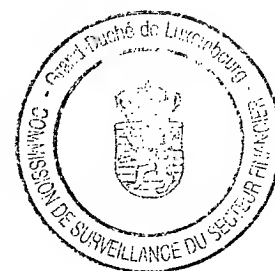
Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 15 mars 2006

Luxembourg, le 15 mars 2006

Pour le Conseil d'administration



Victor ROD
Président



**CHIFFRES CLES EN EUROS**

	2003	2004	2005 en milliers d'euros	Variation en % 2005/2004
SOMME DU BILAN	36.336.609	37.314.005	39.319.460	+5,4%
Dettes envers les établissements de crédit	8.217.384	10.272.711	10.753.797	+4,7%
Dettes envers la clientèle	15.969.303	16.206.155	16.976.835	+4,8%
Dettes représentées par un titre	9.127.784	7.768.939	8.433.630	+8,6%
Créances sur les établissements de crédit	11.472.100	13.636.286	12.700.547	-6,9%
Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale	4.488.530	3.895.237	3.158.537	-18,9%
Créances sur la clientèle	7.401.654	7.260.550	8.941.726	+23,2%
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	10.370.228	10.124.563	12.386.686	+22,3%
FONDS PROPRES DE BASE (1) (tier 1 capital)	1.192.217	1.269.760	1.378.514	+8,6%
PRODUIT BANCAIRE (2)	344.119	342.005	376.339	+10,0%
Frais généraux totaux (3)	230.913	234.490	237.996	+1,5%
BENEFICE NET	68.933	74.542	99.754	+33,8%
CASH-FLOW (4)	128.309	116.986	149.431	+27,7%
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES	14,75%	15,63%	13,08%	-
RATIO D'ADEQUATION DES FONDS PROPRES (TIER 1 CAPITAL)	9,82%	10,89%	9,54%	-
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en nombre de contrats)	1.762	1.749,5	1.760	+0,6%
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL (en unités de travail)	1.602	1.577	1.580,5	+0,2%

- (1) Capital, réserves, fonds pour risques bancaires généraux, bénéfice net de l'exercice moins actifs incorporels
 (2) Résultat net sur intérêts et revenus assimilés, produit de valeurs mobilières à revenu variable, résultat net sur commissions, résultat provenant d'opérations financières, autres revenus et charges d'exploitation
 (3) Frais généraux administratifs plus corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels
 (4) Bénéfice net plus corrections de valeur nettes et dotations au fonds pour risques bancaires généraux

Enregistré à Luxembourg – Sociétés,

Le

25 AVR. 2006

Référence: LSO. BP / 04865

Reçu (€):

Droit d'Enregistrement: 12.- €

Droit de timbre

Total

92.- €
104.- €

Le Releveur,

